



CLIO. Histoire, femmes et sociétés

11 (2000)

Parler, chanter, lire, écrire

Jean-Paul DEPRETTO

N.B. LEBINA, M.V. SKAROVSKIJ, *La Prostitution à Saint-Pétersbourg* (en russe), Moscou, Progress-Akademija, 1994.

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Jean-Paul DEPRETTO, « N.B. LEBINA, M.V. SKAROVSKIJ, *La Prostitution à Saint-Pétersbourg* (en russe), Moscou, Progress-Akademija, 1994. », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 11 | 2000, mis en ligne le 20 mars 2003, consulté le 11 février 2012. URL : <http://clio.revues.org/237>

Éditeur : Presses universitaires du Mirail

<http://clio.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://clio.revues.org/237>

Document généré automatiquement le 11 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Jean-Paul DEPRETTO

N.B. LEBINA, M.V. SKAROVSKIJ, *La Prostitution à Saint-Pétersbourg (en russe)*, Moscou, Progress-Akademija, 1994.

- 1 Le nom de Lebina est connu des spécialistes d'histoire soviétique : en 1982, elle a publié un petit livre sur la jeunesse ouvrière de Leningrad (1921-1925) qui offrait des aperçus intéressants sur la vie quotidienne et les loisirs. À cette époque, la sexualité constituait un sujet tabou dans l'historiographie soviétique : c'est en 1989 seulement qu'un historien, Bordjugov, a osé aborder la question de la prostitution dans les années 1920 et 1930. L'ouvrage de Lebina et Skarovskij est, à notre connaissance, le premier travail publié en Russie qui aborde la prostitution sur la longue durée, de 1843 à la Seconde Guerre mondiale.
- 2 Les auteurs considèrent la prostitution comme une forme de « comportement déviant », dans le sens que les sociologues occidentaux donnent à ce terme ; ils soutiennent aussi qu'il existe une « prédisposition psychique » à tel ou tel type de déviance. Mais ces réflexions, exposées dans l'introduction, n'influencent guère la suite de l'exposé ; il n'en va pas de même, en revanche, de leur position de principe sur le commerce du sexe. Ils sont résolument hostiles à l'abolitionnisme, qui aboutit selon eux à refouler la prostitution dans la clandestinité et favorise ainsi les atteintes aux droits des femmes qui se livrent à cette activité ; il est donc préférable, à leurs yeux, de reconnaître ouvertement la réalité de ce métier et d'offrir ainsi un minimum de garanties juridiques aux prostituées et à leurs clients. C'est cette deuxième solution que le régime tsariste a adoptée en 1843 en créant le Comité médico-policié, chargé de contrôler l'amour vénal : les documents émanant de cette institution représentent une source de premier ordre pour l'historien. Lebina et Skarovskij ont également mis à contribution la presse spécialisée (« Bulletin d'hygiène sociale, de médecine légale et pratique », « Bulletin médical russe », « Bulletin de la police », etc.), ainsi que les comptes rendus du premier Congrès féminin (1908) et du Congrès pour la lutte contre le commerce des femmes (1910). La littérature (Dostoïevski, Kouprine, Remizov, Biély, Blok) apporte un éclairage précieux, mais les auteurs n'ont pas étudié en détail les images qu'elle donne de la prostituée. Les sources narratives sont moins nombreuses pour la période soviétique : à cause de la pudibonderie du régime, les souvenirs publiés en URSS ne contiennent pratiquement aucune information sur l'amour tarifé à Leningrad. En revanche, les chercheurs ont désormais accès aux archives de diverses instances : milice, comité exécutif du soviet de Leningrad, comités de parti, services médicaux.
- 3 Le plan du livre est thématique : peut-être eût-il mieux valu respecter la chronologie. L'enquête commence en 1843, lorsque s'ouvrent les premières maisons de tolérance officielles. Les femmes enregistrées comme prostituées par le Comité médico-policié étaient privées de leur passeport et recevaient en échange un « billet jaune » : elles étaient désormais sous l'œil de la police qui limitait sévèrement leur liberté de déplacement, et subissaient des examens médicaux obligatoires. Le nombre de maisons closes augmenta jusqu'à la fin des années 1870 : en 1879, Saint-Pétersbourg en comptait 206, employant 1 528 filles. Pour 70 % environ, il s'agissait d'établissements à très bon marché, fréquentés par des petits fonctionnaires, des boutiquiers, des artisans et des ouvriers. La fin du XIXe siècle a vu s'affirmer une tendance au déclin : le Comité médico-policié a fermé de nombreuses maisons pour raisons d'hygiène : il n'en restait plus que 69 en 1897 et en février 1917, elles avaient pratiquement disparu. Cette diminution résultait aussi des campagnes d'opinion menées par les médecins et les juristes abolitionnistes. À ce moment-là, la prostituée « à billet jaune » présentait un profil « moyen » qui peut être résumé ainsi : d'origine provinciale, âgée de 25 ans, elle exerce depuis 6-7 ans et a contracté une maladie vénérienne à une ou deux reprises ; elle est souvent alcoolique.
- 4 Cependant, le commerce du sexe à Saint-Pétersbourg ne se résumait pas aux maisons de tolérance, qui subissaient une sérieuse concurrence venant des prostituées « à formulaire »,

nettement plus nombreuses dès les années 1860. Ces dernières recevaient un formulaire à la place de leur passeport, d'où leur nom : échappant à la tutelle des tenancières de maisons closes, elles abordaient leurs clients dans la rue ou les lieux publics. Elles vivaient dans l'univers des cabarets et des asiles de nuit, refuges des pauvres ; dans les auberges où elles louaient des chambres, elles tombaient sous la coupe des souteneurs : ces derniers les plaçaient dans une situation de dépendance en leur volant leur passeport. Les tarifs étaient bas : une assiette de soupe aux choux et un petit verre de vodka. Les difficultés de logement étaient souvent à l'origine de l'entrée dans la catégorie des filles « à formulaire » : la modiste, la lingère, l'ouvrière qui louaient un coin dans un appartement pouvaient facilement être accusées de « débauche » par le ou la propriétaire : le Comité médico-policié les enregistrait alors comme prostituées et l'auteur de la dénonciation tirait profit de leur commerce. À la fin du XIXe siècle est apparue une nouvelle catégorie, qui constituait l'aristocratie de la profession et exerçait dans des maisons de rendez-vous officielles, distinctes des lupanars dans la mesure où le régime intérieur en était plus libre : cette minorité, qui comptait d'authentiques nobles, portait le nom de « femmes de cabinet ».

5 Le désir d'échapper à la surveillance de la police, la pression d'une opinion publique soucieuse de liberté individuelle expliquent le développement d'un troisième type de prostitution, « secrète », c'est-à-dire non officiellement reconnue : en 1910, le Comité médico-policié soupçonnait 2 600 femmes de s'y livrer systématiquement à Saint-Pétersbourg ; si cette estimation est fiable, cela signifie qu'elles étaient plus nombreuses que les filles « à formulaire » (2 522) et « à billet jaune » (322). Il s'agissait de personnes exerçant par ailleurs une profession reconnue, dans les domaines les plus divers : chanteuses tsiganes, danseuses de café-concert, actrices, mais aussi lingères, modistes, serveuses, femmes de chambre. La prostitution « secrète » était la plus liée au monde criminel : souteneurs, tenancières de bouge, voleurs. Les femmes non enregistrées par le Comité médico-policié étaient davantage sujettes aux maladies vénériennes : elles jouaient un rôle prédominant dans la diffusion de la syphilis à Saint-Pétersbourg. Mais le fléau le plus grave était sans aucun doute la prostitution des mineures, « secrète » par définition, car le Comité médico-policié n'avait pas le droit d'inscrire des enfants sur ses registres : aussi le phénomène était-il mal connu. Il a été éclairé par les données rendues publiques lors du premier Congrès pour la lutte contre le commerce des femmes (1910) : il dépassait alors de beaucoup le niveau atteint en Europe ; selon le docteur Bentovic, les fillettes de 10-12 ans représentaient plus de 10 % des prostituées non enregistrées. L'initiative émanait souvent des parents, qui vendaient leur fille à une proxénète ou l'envoyaient directement sur le trottoir. Selon médecins et juristes, ces mineures se recrutaient parmi les « enfants du plus bas milieu ouvrier, les enfants abandonnées, les filles de prostituées ». Elles étaient de plus en plus appréciées des clients, dont le profil s'est « plébéianisé ».

6 Après la révolution de février 1917, le Comité médico-policié fut dissous. Le régime bolchevique hérita des abolitionnistes une hostilité totale à la prostitution réglementée : son objectif était d'éradiquer le commerce du sexe, considéré comme une survivance du passé capitaliste. Les partisans de la révolution considéraient qu'une fois instaurées des relations amoureuses fondées sur la liberté, plus aucune femme n'aurait de motif de vendre son corps. En pratique, deux tendances rivalisaient au sein des structures du pouvoir. L'une, représentée par le commissariat à l'Intérieur, mettait l'accent sur la répression. L'autre tendance était soutenue avant tout par de grands médecins russes qui, avant 1917, s'occupaient de la réhabilitation sociale des « femmes déchues » et proposèrent leurs services aux bolcheviks : en 1922, fut créé le Conseil central de lutte contre la prostitution, dirigé par le commissaire à la Santé, Semasko ; ce dernier avait pour adjoint le professeur Bronner, vieux bolchevik qui avait étudié la médecine à Berlin et à Paris, et fervent partisan de méthodes humaines pour combattre le commerce de l'amour. Le commissariat à la Sécurité sociale appuyait de temps en temps la politique de l'administration de la Santé. À la fin de la guerre civile, la prostitution avait presque disparu : Petrograd avait perdu plus des deux tiers de ses habitants ; la majorité des cabarets, cafés, restaurants avait fermé. Les corps étaient épuisés par la faim et les privations.

De plus, le pouvoir avait pris des mesures draconiennes : en 1919, naquit le premier camp de travail pour prostituées.

7 La NEP vit renaître l'amour vénal, avec la même géographie qu'avant 1917. Lors du recensement urbain de 1923, 34 jeunes femmes seulement ont désigné la prostitution comme leur principale source de subsistance. Ces chiffres ne correspondent pas à la réalité : la milice de Petrograd en dénombrait 32 000 en 1922. Le chiffre n'est pas très fiable, puisque, officiellement, la profession de prostituée avait disparu. Des maisons de rendez-vous pour « public chic » ont repris leur activité d'avant 1917, tandis que les filles à bon marché exerçaient dans les asiles de nuit et les quartiers ouvriers. La prostitution des mineures était étroitement liée au monde du crime : il s'agissait souvent d'orphelines qui avaient perdu père et/ou mère lors des cataclysmes de 1914-1921. Avant la révolution, une partie importante des ouvriers considérait les rapports avec des prostituées comme un « phénomène habituel, une forme spécifique de loisir » (p. 135) ; en 1923, 61 % des travailleurs de l'industrie recouraient à l'amour vénal : en dépit des espoirs d'A.M. Kollontaj, la liberté des mœurs n'avait pas mis fin au commerce du sexe. Selon médecins et sociologues, les « gars des usines » pensaient que la fréquentation des filles et les maladies vénériennes étaient une preuve de « crânerie ». Lorsque la milice surprenait un communiste en galante compagnie, elle signalait son cas au comité de parti : c'était en général un motif d'exclusion.

8 Dans les années 1920, la « miséricorde soviétique », prolonge la pitié à l'égard des « femmes déchues » qui s'était manifestée activement sous l'Ancien Régime. Syphilis et blennorragie étaient activement combattues : pour la première fois, des dispensaires de vénérologie firent leur apparition dans les villes russes : comme l'hôpital spécialisé Tarnovskij, ils soignaient gratuitement. La réinsertion des prostituées constituait la seconde priorité : en 1928, s'ouvrait à Leningrad le premier « dispensaire de traitement et de travail », qui offrait cent places : les volontaires étaient si nombreuses que les malades furent seules admises. Le séjour durait quatre mois : les ateliers de couture et de tricot devaient permettre une rééducation par le travail. À leur sortie, les patientes se voyaient attribuer un emploi permanent et un logement. Les médecins étaient si satisfaits des résultats obtenus qu'en début de 1929 ils demandèrent aux autorités municipales de doubler la capacité du dispensaire dont M.L. Markus, femme de Kirov, prit la tête. Mais déjà la politique officielle avait commencé à changer.

9 Comme dans d'autres domaines, l'année 1929 a marqué un tournant : l'accent a été mis désormais sur la répression, bien que la politique de réhabilitation n'ait pas été abandonnée tout de suite, en raison de la résistance des médecins au nouveau cours. Au milieu de 1930, M.L. Markus renonça à la direction du dispensaire, qui fut transféré à Lodejnoe Pole et transformé en colonie à régime sévère pour prostituées et mendiennes professionnelles (1 500 places). Pendant un an (deux en cas de sanction), les « détenues » étaient « rééduquées » par le travail : abattage d'arbres, couture, serrurerie, agriculture et élevage. Une fois amendées, elles étaient libérées et affectées à un emploi. Les conditions de vie étaient très dures : en février 1932, une commission d'inspection mit en évidence nombre d'abus scandaleux : répartition arbitraire des tâches, système rigoureux de punitions (privation de ration alimentaire pendant plusieurs jours, de promenade, mise au cachot pour une durée allant jusqu'à trois mois, coups parfois). Une pièce prévue pour 15 femmes en abritait 45-50 : beaucoup dormaient à deux par lit ou à même le plancher. Les bâtiments étaient sales, froids et humides ; les bains n'ont fonctionné qu'à partir de janvier 1932, et sans savon ; la nourriture était fort chiche. Le directeur, Makarov, s'enivrait et se livrait à la débauche avec les prostituées qui lui étaient confiées. Le travail au sovkhos était si pénible qu'en 1934, 100 personnes se sont enfuies et ont regagné Leningrad. Une enquête de juin 1936 a montré que l'établissement s'était transformé en foyer de contagion (syphilis) des habitants des environs. Même si la situation s'est quelque peu améliorée en 1932-1933, l'efficacité de la « rééducation » était très faible : une fois relâchées, les prostituées étaient embauchées par des entreprises de Leningrad, mais 90 % d'entre elles reprenaient leur ancienne activité. En février 1933, l'OGPU chercha en vain à annexer la colonie, qui fut finalement rattachée au commissariat de l'Intérieur en janvier 1938 : elle était désormais partie intégrante du Goulag. C'était le terme logique de l'évolution : à partir de 1933-1934, la masse des femmes soupçonnées à tort ou à raison de vendre leur corps était

promise à l'enfermement dans les colonies et les camps de la police secrète, malgré les timides tentatives faites en 1936 pour redonner vie à la politique de réhabilitation. Elles fournissaient une main-d'œuvre à bon marché, que l'État se procurait en procédant à des rafles dans les gares, les restaurants, les rues : selon les souvenirs de l'écrivain L. Razgon, qui fut prisonnier du Goulag pendant 17 ans, ces détenues étaient contraintes, dans les camps du Nord, d'assouvir les besoins sexuels de brigades entières de bûcherons. Malgré la vigueur de la répression, l'amour vénal n'a nullement été éradiqué, quoi qu'en ait dit la propagande officielle ; il est difficile d'évaluer son ampleur exacte : en 1936, dans 7 des 10 districts de Leningrad, les services de la Sécurité sociale recensaient environ 1 000 prostituées. Alors qu'à la fin des années vingt il s'agissait en majorité de migrantes originaires de la campagne, le pourcentage d'ouvrières s'est ensuite accru : en janvier 1933, il dépassait 50 %. Presque la moitié de ces femmes étaient nées à Leningrad ; la quasi-totalité d'entre elles savait lire et écrire et une sur cinq avait une formation secondaire (1936) ; à la même date, on comptait 44 % de divorcées. Les mineures formaient environ un cinquième (17 %) des prostituées. À l'usine de chaussures « Skoroxod », de jeunes femmes travaillaient dans la journée à la fabrique et se rendaient au restaurant le soir, « pour gagner de quoi acheter des bas de soie et une robe en crêpe de chine ». Au total, la prostitution apparaît comme un phénomène profondément enraciné dans la société urbaine, ouvrière en particulier.

10 L'ouvrage de Lebina et Skarovskij aborde beaucoup d'autres thèmes. J'ai, par exemple, laissé de côté les pages où les auteurs décrivent des institutions qui, sous l'Ancien Régime se préoccupaient d'aider et de réhabiliter les « femmes déchues » : la « maison de la miséricorde », d'inspiration chrétienne, protégée par le prince Ol'denburgskij, la Société russe de défense des femmes où travaillaient activement des membres de la famille impériale, etc. Les auteurs s'inscrivent ici dans un courant de la recherche très vivant dans la Russie d'aujourd'hui : l'étude des œuvres de bienfaisance, qui ne va pas sans une tendance à idéaliser quelque peu la haute société d'avant 1917 (Cf. l'article de Ul'janova dans G.A. Bordjugov dir., *Les Recherches historiques en Russie. Les tendances des dernières années*, Moscou, 1996 (en russe), pp. 405-425, ici pp. 414 et 422).

11 Il reste nombre de questions à approfondir, mais ce premier essai a le mérite d'explorer un domaine mal connu, surtout pour la période soviétique. Bien écrit, il est agréable à lire : les auteurs citent souvent des extraits substantiels des documents sur lesquels ils s'appuient, donnant ainsi à leur exposé plus de couleurs et de vie ; il est toutefois dommage que le livre ne comporte aucune carte de Saint-Petersbourg. Le dernier chapitre perd parfois de vue le sujet : ne nous en plaignons pas trop, car cela nous vaut des analyses passionnantes sur la vie quotidienne des prolétaires, en particulier des jeunes, et sur les conséquences dramatiques de l'interdiction de l'avortement en 1936 (vague d'infanticides). Le lecteur occidental regrettera une tendance à porter des jugements moralisants, qui n'éclairent guère les phénomènes sociaux, et à manier des notions contestables : ainsi est-il question à la page 203 des « fonctions naturelles » des femmes, « gardiennes du foyer et mères ». Personnellement, j'y vois un effet du sous-développement des sciences humaines en Russie, consécutif à l'isolement des chercheurs qui, pendant des décennies, ont été tenus à l'écart de la communauté internationale des savants par les autorités soviétiques.

12 Lebina et Skarovskij soulignent que la prostitution peut être comparée à un réactif chimique : tout leur livre confirme en effet qu'elle constitue un révélateur des réalités sociales, qu'il s'agisse de la montée de l'aspiration à la liberté dans la société russe au début du XXe siècle, ou de la condition ouvrière sous le régime soviétique. À ce titre, aussi, sa publication méritait d'être signalée.

Pour citer cet article

Référence électronique

Jean-Paul DEPRETTO, « N.B. LEBINA, M.V. SKAROVSKIJ, *La Prostitution à Saint-Petersbourg* (en russe), Moscou, Progress-Akademija, 1994. », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 11 | 2000, mis en ligne le 20 mars 2003, consulté le 11 février 2012. URL : <http://clio.revues.org/237>

Droits d'auteur

Tous droits réservés
